

DÉLIBÉRATIONS



Le 23 février 2024 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Monsieur MAYER-ROSSIGNOL

Étaient présents :

Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Stéphane MARTOT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentées :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Madame Mireille VACHE-PICAT

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 19 février 2024



4 EHPAD LA PLÉIADE - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UNE DIRECTION PAR INTÉRIM - AUTORISATION SIGNATURE

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors du Conseil d'Administration du CCAS du 23 juin 2023 a été validée une convention encadrant jusqu'au 31 décembre 2023 la mise à disposition d'une direction par intérim par le Centre Hospitalier de Bois Petit.

Nous avons sollicité et obtenu l'accord de l'Agence Régionale du Santé et du Département pour poursuivre cet intérim de direction sur l'année 2024, ceci en prévision du transfert de gestion de l'EHPAD La Pléiade en 2024 au Centre Hospitalier de Bois Petit.

Il convient ainsi d'encadrer cette mise à disposition par une nouvelle convention entre le CCAS de Rouen et le Centre Hospitalier de Bois Petit. Comme la précédente, cette convention précise les modalités de réalisation de la direction par intérim, les prises en charge financières et les responsabilités des deux structures.

DÉLIBÉRATIONS

Ladite convention est annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. en date du 23 juin 2023 relative à la convention de mise à disposition d'une direction par intérim à l'EHPAD LA PLEIADE,

VU le projet de convention de mise à disposition d'un intérim de direction au sein de l'EHPAD La Pléiade,

CONSIDÉRANT le besoin du C.C.A.S. de poursuivre l'intérim de direction sur l'année 2023,

CONSIDÉRANT l'accord de l'ARS et du Département de Seine Maritime et la désignation du Centre Hospitalier de Bois Petit pour assurer cet intérim de direction,

CONSIDÉRANT la nécessité d'encadrer par une convention la mise à disposition de personnel par le Centre Hospitalier de Bois Petit au bénéfice de l'EHPAD La Pléiade,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES VOTANTS :

Ne prenant pas part au vote : 1 (Madame Amèle MANSOURI)

- autorise Madame la Vice-Présidente ou Monsieur le Président à signer la convention de mise à disposition d'une direction par intérim par le Centre Hospitalier de Bois Petit au bénéfice de l'EHPAD La Pléiade,
- Dit que les crédits nécessaires sont inscrits aux dépenses :
 - du Groupe 2 pour les charges de personnel et frais assimilés
 - du Groupe 1, compte 6287 – remboursement de frais – pour la partie transports

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.


 POUR ÊTRE TRAITÉ CONFORMÉ,
 Pour le Président, en délégation
 Vanessa BRUNEAU
 Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.